



**ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE (EPML)**

Direction Financière, Juridique et des Moyens

Sous-direction juridique et de l'achat public

Service de la commande publique

75058 Paris Cedex 01

Suivi opérationnel : DIRECTION DE LA MEDIATION ET DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS  
(DMDP)

Service de la médiation graphique et numérique

75058 Paris cedex 01

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(C.C.P.)**

**MARCHES N° 2025-147 à 148M :**

**ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR LA CONCEPTION ET LE SUIVI DE  
PRODUCTION DES DISPOSITIFS DE MEDIATION NUMERIQUES, AUDIOVISUELS ET  
ACCESSIBLES POUR LE PARCOURS DES ARTS DE BYZANCE ET DES CHRÉTIENTÉS EN  
ORIENT, LE PARCOURS ROMAIN ET LE PARCOURS DES ARTS DE L'ISLAM**

**Lot 2 – MARCHE N° 2025-148M : AMO CONCEPTION ET SUIVI DE PRODUCTION DES  
DISPOSITIFS DE ACCESSIBLES POUR LE PARCOURS DES ARTS DE BYZANCE ET DES  
CHRÉTIENTÉS EN ORIENT, LE PARCOURS ROMAIN ET LE PARCOURS DES ARTS DE L'ISLAM**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PRÉSENTATION DU MARCHÉ.....	4
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Pièces constitutives du marché.....	7
1.2.1 Pièces particulières.....	7
1.2.2 Pièces générales .....	8
1.3 Mode de passation et forme du marché.....	8
1.3.1 Procédure .....	8
1.3.2 Forme du marché .....	8
1.3.3 Décomposition en lots.....	9
1.3.4 Décomposition des prestations en tranches.....	9
1.3.5 Variantes .....	9
1.4 Sous-traitance .....	9
ARTICLE 2 - DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION.....	10
ARTICLE 3 - DETAIL DU CONTENU DES PRESTATIONS .....	11
ARTICLE 4 - REUNIONS .....	14
ARTICLE 5 - ORGANISATION ET SUIVI DE PROJET.....	14
5.1 Représentants des parties.....	14
5.1.1 Représentant du musée du Louvre .....	14
5.1.2 Représentant du titulaire .....	15
5.2 Obligation de conseil.....	15
5.3 Obligation d'information.....	15
5.4 Obligations de réserve, de discrétion et de confidentialité .....	15
ARTICLE 6 - PÉNALITÉS .....	16
6.1 Pénalités pour retard .....	16
6.2 Pénalités spécifiques.....	16
6.3 Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise .....	17
ARTICLE 7 - CONSTATATION DE L'EXECUTION .....	17
ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	18
8.1 Droits cédés.....	18
8.2 Exploitations.....	19
8.3 Étendue et territoire .....	20
8.4 Droit moral .....	20
8.5 Cession à des tiers.....	20
8.6 Exploitations par le titulaire .....	21
8.7 Garanties .....	21

8.8 Le prix de la cession de droits est compris dans les prix du marché .....	21
ARTICLE 9 - CONTENU ET FORME DES PRIX .....	21
9.1 Contenu des prix .....	21
9.2 Variation des prix .....	22
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT .....	23
10.1 Règlement des comptes.....	23
10.2 Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance .....	24
10.2.1 Dispositions relatives à la cotraitance .....	24
10.2.2 Dispositions relatives aux sous-traitants .....	25
10.3 Envoi des demandes de paiement .....	25
10.4 Délais de paiement.....	25
ARTICLE 11 - T.V.A.....	26
ARTICLE 12 - AVANCE .....	26
ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE.....	26
ARTICLE 14 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	26
14.1. En cas de modifications du programme de médiation .....	26
14.2. En cas d'ajout d'un plan de progrès .....	27
14.3. En cas de circonstances imprévues .....	27
ARTICLE 15 - PRESTATIONS SIMILAIRES .....	27
ARTICLE 16 - ASSURANCE ET RESPONSABILITE .....	27
ARTICLE 17 - RESILIATION .....	28
17.1 Arrêt de l'exécution des prestations.....	28
17.2 Règlement amiable des différents .....	28
17.3 Résiliation du marché.....	28
17.4 Tribunal compétent en cas de litige .....	28
ARTICLE 18 - LITIGES ET COMPETENCE DES TRIBUNAUX .....	28
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG .....	29



## ARTICLE 1 - PRÉSENTATION DU MARCHÉ

### 1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la conclusion d'un marché relatif à des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'accompagnement à la passation et le suivi d'exécution de marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible qui seront déployés dans les trois parcours permanents suivants : Arts de Byzance et Chrétientés en Orient, Romain et Arts de l'Islam.

On entend par médiation accessible l'ensemble des dispositifs physiques ou embarqués garantissant un accès physique et intellectuel aux œuvres et aux contenus d'exposition, à destination première des personnes en situation de handicap (moteur, visuel, auditif, mental) et pouvant bénéficier à l'ensemble des visiteurs.

#### ❖ Périmètre et limites de la prestation :

Le présent CCP détaille les missions qui reviendront à l'AMO titulaire du présent marché. Il est expressément précisé que les missions suivantes sont hors du périmètre du présent marché :

- Reviennent au groupement de la maîtrise d'œuvre constitué des agences Why et BGC :
  - ⇒ l'intégration des dispositifs de médiation accessible au projet scénographique ;
  - ⇒ la conception et le suivi de réalisation des mobiliers accueillant des dispositifs (passation et suivi d'exécution des marchés correspondants) ;
  - ⇒ la direction artistique générale du projet.
- Reviennent au musée du Louvre :
  - ⇒ la définition des intentions scientifiques et culturelles des dispositifs de médiation accessible ;
  - ⇒ la conception et la production des contenus des dispositifs fixes de médiation accessible (la rédaction des textes et leur traduction ; la transmission des ressources iconographiques ; la validation de l'ensemble des étapes d'élaboration des dispositifs) ;
  - ⇒ la conception et la production des contenus des dispositifs embarqués de médiation accessible dans le cadre de marchés dédiés ainsi que leur intégration au système de diffusion des contenus dans le cas du recours à l'audioguide du musée.
  - ⇒ la validation de l'ensemble des étapes d'élaboration des projets.

#### ❖ Contexte de l'achat :

Le département des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient, neuvième département du musée du Louvre, a été créé par décret le 4 octobre 2022. Il rassemble des œuvres aux typologies variées (objets d'arts, sculptures, peintures...) couvrant une période allant du début de l'art chrétien, vers le 3<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ, jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle, et anciennement réparties dans divers départements du musée du Louvre. La collection s'enrichit par ailleurs activement par des acquisitions.

La création du parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient entraîne de grands travaux muséographiques, auxquels se rattache le réaménagement du parcours romain du département des Antiquités grecques, étrusques et romaines. La création de la scénographie de ces deux parcours fait l'objet d'un marché commun, remporté suite à un concours international, par le groupement franco-américain de WHY-BGC.

La création du parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient entraîne également une rénovation du parcours des Arts de l'Islam. Ce parcours muséographique est également mené sous la d'œuvre de WHY-BGC.

Le projet concerne donc trois parcours ayant chacun leur dynamique propre, malgré une continuité chronologique et thématique qu'il s'agira de souligner tout au long des parcours. Pour cela, plusieurs espaces de dialogue rendront visible le propos commun aux trois parcours, montrant comment ces trois civilisations s'articulent par des processus d'héritage, de rivalités, mais aussi d'échanges commerciaux

et culturels, donnant ainsi naissance à des formes artistiques renouvelées qui se diffusent, s'hybrident et se transforment au gré des bouleversements historiques. Au sein des espaces de dialogue, ce récit commun sera porté par une sélection d'œuvres mais aussi par d'importants dispositifs de médiation.

Les trois parcours se déploieront sur plus de 5 500 m<sup>2</sup> dans l'aile Denon, au sein d'espaces déjà existants et historiques du musée du Louvre, ainsi que de nouvelles salles créées spécifiquement. L'ouverture de ces espaces existants ou nouvellement créés s'échelonnera selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Printemps 2027 : Premiers espaces du parcours romain : Palier Sévère (salle 172), Galerie Daru (salle 406), salle 407
- Fin 2028 : Totalité des parcours romain, des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient, des Arts de l'Islam.

**N.B.1 :** *Des plans d'implantation généraux des parcours, correspondant à l'état d'avancement des études scénographiques à date, sont transmis en annexe 1 au présent CCP.*

Le **parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient** présentera selon un récit chronologique la naissance de l'image chrétienne et ses développements, avec ses innovations et ses particularités en Orient. Chaque section s'articulera autour de l'évolution du statut de l'image chrétienne.

#### *Synopsis du parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient*

##### Introduction

- 1 – Des fondements de l'image chrétienne aux empereurs chrétiens (3<sup>e</sup> – 5<sup>e</sup> siècles)
- 2 – Le pouvoir de l'image et de l'ornement (6<sup>e</sup> – 8<sup>e</sup> siècles)
- 3 – L'image en question (8<sup>e</sup> – 9<sup>e</sup> siècles)
- 4 – Renaissance (10<sup>e</sup> siècle – 1453)
- 5 – L'image après Byzance (15<sup>e</sup> – 20<sup>e</sup> siècles)

Les **salles des antiquités romaines** donneront lieu à deux parcours : l'un chronologique, l'autre thématique. Il s'agira alors de s'intéresser à la spécificité et à l'évolution de l'art romain tout en situant les œuvres dans l'histoire politique et artistique de Rome d'une part, et à la civilisation romaine selon différents aspects, comme la vie quotidienne, la religion ou encore les jeux, de l'autre. Le parcours se déployant dans des salles historiques du musée du Louvre, des dispositifs de médiation aborderont également l'histoire du Louvre.

#### *Synopsis du parcours romain*

##### Introduction – Rome, une cité, un empire, des expressions artistiques et culturelles

- 1 – Un genre emblématique de l'art romain : la portraiture en marbre et la représentation du pouvoir
- 2 – Parcours chronologique : une histoire de l'art romain de l'époque républicaine à la tétrarchie
- 3 – Parcours thématique : la civilisation romaine et sa culture matérielle

Le **parcours des Arts de l'Islam** adoptera une approche pluridisciplinaire et décloisonnée de ses collections, présentées selon une logique chrono-thématique. Il montrera comment le *dar al-islam* – territoire polycentrique qui s'étend de l'Atlantique au sous-continent indien, de l'Asie centrale au golfe d'Aden – est traversé par une esthétique singulière commune à une diversité de peuples et d'identités, liés par de nombreux échanges, tout en faisant ressortir les particularités régionales.

Cette approche transversale et polyphonique des arts de l'Islam suivra un parcours chrono-thématique découpé en quatre grandes séquences. Elles se présentent comme des unités chronologiques au sein desquelles s'expriment des mondes aux cultures et esthétiques liées, mais qui se distinguent aussi par des identités propres.

#### *Synopsis du parcours des arts de l'Islam*

- I. Le temps des califes (750-945)
- II. Un âge d'or : le temps des sultans (1000-1500)
- III. Empires connectés (1500-1750)
- IV. Vers un monde moderne (1750-1924)

#### ❖ La médiation au fil des parcours

Afin de comprendre la structuration des parcours muséographiques, d'approfondir les chefs-d'œuvre présentés, de découvrir les sites de provenance des œuvres, de se repérer dans le temps et l'espace, de s'approprier le propos porté par les parcours, les visiteurs auront à leur disposition un panel d'outils de médiation écrits et graphiques, numériques in situ ou embarqués, multisensoriels. L'ensemble de ces dispositifs doit s'intégrer de façon homogène et esthétique à la scénographie tout en garantissant un confort, une implantation et des formats cohérents avec les objectifs établis.

**N.B.2 :** *Les programmes des dispositifs de médiation du parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient et du parcours Romain sont à retrouver en Annexe 2.* Ils correspondent à l'état actuel du projet et sont transmis à titre indicatif. La sélection définitive des dispositifs et leur nombre sont susceptibles d'évoluer selon les évolutions des phases d'études scénographiques et l'ajustement du discours, notamment dans les espaces de dialogue.

La refonte du parcours des arts de l'Islam se faisant selon un calendrier d'études scénographiques décalé, le programme de médiation de ce parcours n'a pas encore été établi. Dans un souci d'homogénéité, on estime que le nombre, le format et le budget alloué à la conception et à la fabrication de l'ensemble des dispositifs de médiation sera équivalent à ceux des dispositifs des deux autres parcours.

Le musée du Louvre a confié une mission temporaire d'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur les dispositifs de médiation des trois parcours à Bearing Point (septembre-novembre 2025). *La synthèse de cette mission est annexée au CCP (Annexe 3).*

#### ➤ Dispositifs de médiation accessible

En accord avec les orientations du musée du Louvre pour accueillir tous les publics, renforcées dans le cadre du projet Louvre Nouvelle Renaissance, des dispositifs de médiation accessible seront conçus spécifiquement pour les personnes en situation de handicap, tout en enrichissant l'expérience de l'ensemble des visiteurs.

Les parcours accessibles se composeront d'une combinaison de deux types d'outils :

- des dispositifs fixes répartis tout au long des trois parcours, combinant des modules tactiles, des manipes et des textes, destinés à transmettre les axes forts du propos de chaque parcours via des œuvres emblématiques ;
- un outil embarqué portant les contenus audiovisuels accessibles (audiodescription, LSF et FALC) pour accompagner la découverte des dispositifs fixes, adapter les contenus de médiation écrite des étapes clés des parcours et d'une sélection d'œuvres majeures ne bénéficiant pas d'un dispositif fixe.

**N.B.3 :** Le programme de médiation accessible prévoit le développement de contenus embarqués dédiés : adaptations en audiodescription, en FALC et en LSF des textes de salles, des contenus accompagnant les dispositifs accessibles fixes et d'éventuels contenus accessibles sur une sélection réduite d'œuvres majeures qui ne sont pas valorisés par des dispositifs fixes. La réalisation de ces contenus sonores et audiovisuels ne fait pas partie du périmètre des présents marchés et sera menée dans le cadre d'un marché plus général en cours de passation par l'EPML.

À ce jour, deux pistes sont envisagées concernant l'outil de diffusion de ces contenus embarqués : soit l'intégration des contenus accessibles des trois parcours à l'audioguide existant du musée, soit le développement d'une web-app spécifique pour les contenus accessibles de ces trois parcours.

Estimation du coût de conception et de production des dispositifs de médiation accessible pour les trois parcours : 520 500 € H.T.

#### ❖ **Phasage des prestations :**

Il est précisé que chacune des phases définies ci-dessous constitue une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG-PI et 17.1 du présent CCP. Par conséquent, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité

Chacun des lots objet du marché se décompose **en deux (2) phases** d'exécution distinctes. Pour répondre à la contrainte de l'ouverture différée des espaces devant accueillir les dispositifs, les deux phases sont elles-mêmes subdivisées en deux périodes « a » et « b » correspondantes aux étapes d'ouverture. Pour mémoire :

- Étape a - Printemps 2027 : Premiers espaces du parcours romain (Palier Sévère, Galerie Daru, salle 407) – Correspond deux dispositifs accessibles (représentation du pouvoir – galerie Daru ; dispositif introductif – salle 407).
- Étape b - Fin 2028 : Totalité des parcours romain, des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient, des Arts de l'Islam.

Ainsi, le phasage du marché est le suivant :

#### **Phase 1 :**

- **Phase 1.a : pour les premiers dispositifs du parcours romain (Palier Sévère, Galerie Daru, salle 407) à livrer au printemps 2027 :** mise-à-jour des besoins ; rédaction des pièces techniques et financières nécessaires au lancement du marché de conception et de production des dispositifs de médiation accessible ; analyse des offres ;
- **Phase 1.b : pour la totalité des dispositifs des parcours romain, des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient, des Arts de l'Islam :** mise-à-jour des besoins ; rédaction des pièces techniques et financières nécessaires au lancement du ou des marchés de conception et de production des contenus des dispositifs de médiation accessible ; analyse des offres.

#### **Phase 2 :**

- **Phase 2.a : pour les premiers dispositifs du parcours romain (Palier Sévère, Galerie Daru, salle 407) à livrer au printemps 2027 :** suivi d'exécution du marché de conception et de production des dispositifs de médiation accessible ;
- **Phase 2.b : pour la totalité des dispositifs des parcours romain, des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient, des Arts de l'Islam :** suivi d'exécution du ou des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible.

### **1.2 Pièces constitutives du marché**

---

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

#### ***1.2.1 Pièces particulières***

- ✓ L'acte d'engagement (AE) ainsi que ses éventuelles autres annexes (déclaration de sous-traitance, mise au point, etc.) ;
- ✓ Les cahiers des clauses particulières (CCP) propre à chacun des lots et leurs annexes :
  - Annexe 1 : Les plans des parcours (version m-à-j 11/2025)
  - Annexe 2 : Les programmes des dispositifs de médiation pour les parcours romain et des arts de Byzance et des chrétientés en Orient (version m-à-j 12/2025)

- Annexe 3 : La restitution de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur les dispositifs de médiation des trois parcours confiée à Bearing Point (12/2025)
- Annexe 4 : Le calendrier prévisionnel de la conception et de la production des outils de médiation (version m-à-j 12/2025)

**NB :** Le contenu de l'ensemble des études scénographiques à date relatives aux dispositifs de médiation seront remis aux titulaires lors de la notification du marché.

- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- ✓ Le planning d'exécution des prestations tel qu'il résulte de sa dernière mise à jour notifié au titulaire ;
- ✓ L'offre technique du titulaire.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte, toute norme ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/PI), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

### **1.2.2 Pièces générales**

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- ✓ Les textes législatifs, réglementaires (décrets, arrêtés) et techniques à caractère nominatif (normes, D.T.U, cahier des charges et règles de calcul, avis techniques, essais, homologations, agréments des matériaux et matériels, ...) non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

## **1.3 Mode de passation et forme du marché**

---

### **1.3.1 Procédure**

La présente consultation est passée selon la procédure **d'appel d'offres ouvert** en application des articles R. 2124-1 et R2161-2 à R2161-5 du CCP.

### **1.3.2 Forme du marché**

Le marché est un marché public ordinaire conclu à prix global et forfaitaire.

### 1.3.3 Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un allotissement au sens de l'article L. 2113-10.

Le présent marché est composé de deux lots qui constituent chacun un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement au sens de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique. **Le marché est alloué de la façon suivante :**

- **Lot 1 – MARCHE N° 2025-147M** : AMO CONCEPTION ET SUIVI DE PRODUCTION DES CONTENUS DES DISPOSITIFS DE MEDIATION NUMERIQUE ET AUDIOVISUELLE POUR LE PARCOURS DES ARTS DE BYZANCE ET DES CHRÉTIENTÉS EN ORIENT, LE PARCOURS ROMAIN ET LE PARCOURS DES ARTS DE L'ISLAM
- **Lot 2 – MARCHE N° 2025-148M** : AMO CONCEPTION ET SUIVI DE PRODUCTION DES DISPOSITIFS DE MEDIATION ACCESSIBLE POUR LE PARCOURS DES ARTS DE BYZANCE ET DES CHRÉTIENTÉS EN ORIENT, LE PARCOURS ROMAIN ET LE PARCOURS DES ARTS DE L'ISLAM

Les candidats pourront répondre sur les deux lots.

Le présent CCP concerne le lot 02.

### 1.3.4 Décomposition des prestations en tranches

Les prestations ne font pas l'objet d'un fractionnement en **tranches** au sens des articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique.

### 1.3.5 Variantes

Le marché ne comporte ni option, ni variantes.

## 1.4 Sous-traitance

---

Tel que le prévoit l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines prestations du marché, et ce, à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, telles que définies par les articles L.2193-4 à L.2193-7 du Code de la commande publique.

Si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), mentionnant les renseignements énoncés par l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique...

Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, un acte spécial de sous-traitance, conformément à l'article R. 2193-3 du même Code.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'EPML le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est également tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. En cas de non-respect de cette obligation dans le délai prévu à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, il s'expose aux pénalités prévues audit article du CCAG-PI.

**Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.**

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

## ARTICLE 2 - DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION

Les calendriers du parcours romain, du parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés d'Orient et du parcours des Arts de l'Islam n'étant pas encore synchronisés et les dates d'ouverture n'étant pas encore précisément déterminées, les différentes phases et échéances sont susceptibles d'évoluer dans le temps.

- *Date de début d'exécution souhaitée* : mi-mars 2026
- *Dates prévisionnelles d'ouverture au public des parcours*
  - o Étape a - Printemps 2027 : Premiers espaces du parcours romain (Palier Sévère, Galerie Daru, salle 407)
  - o Étape b - Fin 2028 : Totalité des parcours romain, des Arts de Byzance et des Chrétientés en Orient, des Arts de l'Islam.
- *Durée du marché*

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève à l'issue de la réalisation complète des prestations. Le présent marché n'est pas reconductible.

- *Délais d'exécution de la prestation*

L'ouverture échelonnée au public des parcours impose une subdivision du phasage selon ces deux de ces étapes d'ouverture.

Il est précisé que chacune des phases définies ci-dessous constitue une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG-PI et 17.1 du présent CCP. Par conséquent, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité

Phase	Délais d'exécution*
<b>PHASE 1</b> Mise-à-jour des besoins ; rédaction des pièces techniques et financières nécessaires au lancement des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation pour les trois parcours ; analyse des offres	
<b><u>Phase 1a</u></b> Relative aux dispositifs de médiation à produire pour le printemps 2027	<b><u>Délais d'exécution :</u></b> 5,5 mois calendaires à compter de l'émission de l'ordre de service (OS) de démarrage de la phase 1. <b><u>Nb. : L'ordre de service de démarrage de la phase 1 vaut pour les phases 1a et 1b.</u></b> <b><u>Calendrier prévisionnel :</u></b> Entre le 15 mars et le 31 août 2026.
<b><u>Phase 1b</u></b> Relative aux dispositifs de médiation à produire pour la fin d'année 2028	<b><u>Délais d'exécution :</u></b> 11,5 mois calendaires à compter de l'émission de l'ordre de service de démarrage de la phase 1. <b><u>Nb. : L'ordre de service de démarrage de la phase 1 vaut pour les phases 1a et 1b.</u></b> <b><u>Calendrier prévisionnel :</u></b> Entre le 15 mars 2026 et le 1 <sup>er</sup> mars 2027.

<b>PHASE 2</b> Suivi d'exécution des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation pour les trois parcours	
<b><u>Phase 2a</u></b> Relative aux dispositifs de médiation à produire pour le printemps 2027	<b><u>Délais d'exécution :</u></b> 6 mois calendaires à compter de l'émission de l'ordre de service de démarrage de la phase 2a. <u>Nb. : les phases 2a et 2b feront l'objet d'OS de démarrage distincts.</u> <b><u>Calendrier prévisionnel :</u></b> Entre le 1 <sup>er</sup> septembre 2026 et le 1 <sup>er</sup> mars 2027.
<b><u>Phase 2b</u></b> Relative aux dispositifs de médiation à produire pour la fin d'année 2028	<b><u>Délais d'exécution :</u></b> 22 mois calendaires à compter de l'émission de l'ordre de service de démarrage de la phase 2b. <u>Nb. : les phases 2a et 2b feront l'objet d'OS de démarrage distincts.</u> <b><u>Calendrier prévisionnel :</u></b> Entre le 1 <sup>er</sup> mars 2027 et 31 décembre 2028.

***\* Le titulaire pourra être amené à réaliser les prestations de certaines phases en simultané. Les OS prendront la forme de courriers émanant du représentant du pouvoir adjudicateur qui prescriront le démarrage des phases.***

L'offre du titulaire comprend son planning détaillé d'exécution tenant compte des objectifs et contraintes décrits dans le présent contrat.

Ce planning pourra faire l'objet de modifications ou adaptations lors de la réunion de lancement, d'un commun accord entre le titulaire du marché et le musée du Louvre. Dans ce cas, le nouveau planning sera notifié au titulaire et deviendra contractuel.

Au cours de l'exécution des prestations, l'EPML se réserve la possibilité de modifier le calendrier détaillé d'exécution, en concertation avec le titulaire. Le calendrier définitif modifié est alors notifié au titulaire et deviendra contractuel.

En cas de dépassement des délais, des pénalités de retard seront appliquées.

### ARTICLE 3 - DETAIL DU CONTENU DES PRESTATIONS

#### Description de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et rendu des prestations

Dans le cadre de sa mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) en vue de la mise-à-jour du besoin puis de la passation et du suivi d'exécution des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible des trois parcours, il est attendu du titulaire qu'il soit **un expert de l'accessibilité dans le domaine muséal**, notamment dans un contexte d'établissement d'envergure marqué par le plurilinguisme des visiteurs et par une fréquentation conséquente. Il doit notamment se distinguer par sa connaissance des usages, attentes et besoins des publics en situation de handicap (tous types de handicap) et des solutions pour y répondre, des acteurs producteurs de contenus accessibles pour les musées, du réseau des acteurs du handicap et de l'accessibilité.

Outre cette expertise, **le titulaire devra attester d'une capacité avérée à s'inscrire dans un projet d'envergure, impliquant de nombreuses parties prenantes** : les différents représentants de la maîtrise d'ouvrage (en premier lieu le service de la médiation graphique et numérique (SMGN), au sein de la Direction de la médiation et du développement des publics ainsi que : les départements scientifiques ; la direction de l'architecture, de la maintenance et des jardins en charge du pilotage global

du projet ; la sous-direction des systèmes d'information ; l'ensemble des services administratifs et techniques) et de la maîtrise d'œuvre du projet, chargée de la conception et du suivi de réalisation des agencements et des mobiliers destinés à accueillir les dispositifs accessibles au sein des parcours ainsi que de la direction artistique de l'ensemble du projet.

**Phase 1 : mise-à-jour des besoins ; rédaction des pièces techniques et financières nécessaires au lancement des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible ; analyse des offres.**

Sur la base des projets scénographiques élaborés par WHY-BGC (à date, à l'état d'APD+ pour le parcours romain et le parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés d'Orient et à l'état d'esquisse pour le parcours des Arts de l'Islam), des programmes de médiation élaborés par le SMGN en lien avec les départements (pour le parcours romain et pour le parcours des Arts de Byzance et des Chrétientés d'Orient exclusivement, comme spécifié en NB) et des supports de restitution de la mission d'AMO confiée à Bearing Point, précisant la sélection de dispositifs, leur nature, leurs objectifs et leur format, le titulaire devra :

- Participer à l'ajustement du programme des dispositifs de médiation accessible - mise-à-jour des besoins -, en lien avec l'avancée des études scénographiques ;
- S'assurer de l'adéquation du programme avec les objectifs du musée ;
- Concourir à la cohérence des dispositifs accessibles, à leur maillage afin de constituer un parcours à l'échelle de chaque département, en lien avec la direction artistique globale du projet assurée par la maîtrise d'œuvre ;
- S'assurer de la bonne accessibilité des dispositifs et du mobilier qui leur sert de support (mobilier dont la conception et la fabrication relève des missions de la MOE) ;
- Conseiller et accompagner le musée dans le choix définitif de l'outil de diffusion des contenus accessibles embarqués – audioguide du musée ou web-app ;
- Effectuer un chiffrage de la conception et de la production des dispositifs de médiation accessible à des fins d'arbitrage et d'ajustement des contenus si cela est nécessaire au regard du budget alloué ;
- Etablir un calendrier de conception et de production des dispositifs de médiation accessible prenant en compte les délais des procédures de marchés publics, les différentes phases d'ouverture des espaces, le niveau de complexité des dispositifs, les tests usagers ;
- Définir les modalités et niveaux des tests usagers à intégrer à la production ;
- Rédiger des fiches par dispositif tenant compte de ces ajustements et servant de base à la rédaction des cahiers des charges.

Suite à la mise-à-jour des besoins et sur la base des fiches dispositifs en résultant, il s'agira de :

- Définir, en collaboration avec la Direction Financière Juridique et des Moyens du musée du Louvre, le nombre de marchés ainsi que le nombre de lots pour chaque marché permettant la conception et la production des dispositifs de médiation accessible des trois parcours, adapté au phasage des ouvertures et aux compétences nécessaires aux prestations envisagées ;
- Si cela est nécessaire en considérant la spécificité des dispositifs, réaliser un *sourcing* des entreprises susceptibles de pouvoir répondre à la future consultation ;
- Rédiger les pièces techniques et financières pour chacun des lots de chaque marché, à savoir CCTP, Bordereau des prix unitaires (BPU), Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) et/ou Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), éléments techniques prévus dans le règlement de la consultation (critères de sélection des offres par exemple), le cas échéant cadre de réponse technique pour l'analyse des offres et pièces financières telles que DPGF, BPU et DQE ;
- Répondre aux éventuelles questions des candidats et apporter des précisions sur ces marchés le cas échéant ;

- Procéder à l'analyse des offres avant et le cas échéant après négociations pour ces marchés et rédiger le ou les rapports d'analyse des offres. Si une trame de rapport d'analyse des offres est fournie par le musée du Louvre, le titulaire s'engage à la suivre.

Les livrables attendus sont les suivants :

- Les fiches détaillées des dispositifs de médiation accessible pour les trois parcours ;
- Le chiffrage de la conception et de la production des dispositifs de médiation accessibles ;
- Le calendrier de conception et de réalisation des dispositifs de médiation accessible – incluant les phases de marchés publics et les étapes de test usagers ;
- La synthèse du *sourcing*, si un *sourcing* est réalisé ;
- Les pièces techniques et financières du ou des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible ;
- Le ou les rapports d'analyse des offres avant et le cas échéant après négociations.

**Phase 2 : suivi d'exécution des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible pour les trois parcours jusqu'à la livraison finale et l'installation dans les salles**

Concernant les dispositifs de médiation accessible présents dans les salles ou « dispositifs fixes », il est demandé au titulaire de :

- Participer à la réunion de lancement des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible ainsi qu'aux principales réunions de suivi d'exécution de ces marchés ;
- Accompagner les équipes du musée dans la validation des rendus fournis par les différents titulaires des marchés précités aux différentes étapes de conception ;
- Établir un calendrier de remise des textes et des images nécessaires à la production des contenus des dispositifs en prenant en compte les différentes phases de validation ;
- Assurer le suivi de la bonne intégration matérielle des dispositifs au sein des parcours et au sein du mobilier dédié, en lien l'équipe de maîtrise d'œuvre ;
- Participer aux visites techniques et séances d'installation des dispositifs sur site.

Concernant les dispositifs de médiation accessible embarqués, il est demandé au titulaire de :

- Conseiller et accompagner le musée dans la conception et la production de l'interface accessible de l'audioguide ou de la web App accessible selon l'outil retenu pour les contenus embarqués ;
- Accompagner les équipes du musée dans le suivi de production des contenus accessibles embarqués ;
- Veiller à leur bonne intégration dans l'outil de diffusion déterminé en phase 1 (recettage de l'audioguide ou de la web-app accessible).

Pour l'ensemble des dispositifs de médiation accessible, il est demandé au titulaire de :

- Organiser et procéder à un ensemble de tests usagers des dispositifs afin de valider les prototypes, en collaboration avec le SMGN et le service études de publics, suivi des actions et prospectives (SEPSAP) du musée du Louvre et le cas échéant, en présence des entreprises ;
- Assister l'EPML dans le suivi et la rédaction des documents administratifs nécessaires à l'exécution du ou des marchés de conception et de production des dispositifs accessibles (Ordre de service, décisions d'admission et VA/VSR etc...) ;
- Être présent en tant que conseil du musée, lors des opérations de réception des installations dans les trois parcours.

Les livrables attendus tout au long de la phase sont les suivants :

- Un calendrier de suivi de projet intégrant les étapes de remise des textes et des images nécessaires à la production des dispositifs de médiation accessible.

- Comptes-rendus des différentes réunions de lancement, de suivi d'exécution incluant une analyse sur l'avancement et la qualité des dispositifs en cours de production ;
- Comptes-rendus des tests usagers des dispositifs ;
- Comptes-rendus des réunions de réception des dispositifs.

## ARTICLE 4 - REUNIONS

Tout au long de la mission du titulaire, des réunions seront organisées. Elles se dérouleront au musée du Louvre ou par visioconférence.

Une réunion de démarrage se tiendra au musée du Louvre dans les huit (8) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de démarrage de la phase 1. Le calendrier détaillé d'exécution transmis par le titulaire dans son offre sera validé par le musée du Louvre, lors de cette réunion. Dans les huit (8) jours suivants la réunion de lancement, le titulaire proposera également un calendrier détaillé de la phase 1, comprenant l'ensemble des livrables attendus lors de cette phase. Il lui incombe d'en faire un compte rendu.

Pour toutes les réunions se déroulant au cours de la mission, le titulaire devra proposer un ordre du jour avant la réunion et transmettre à l'EPML tout document qui y sera présenté – les délais d'anticipation devront être ajustés à la nature de la réunion. Il devra rédiger un compte-rendu pour chaque réunion.

La présence d'un représentant du titulaire et d'un ou plusieurs experts en fonction des thématiques abordées est requise à chaque réunion.

Les frais de déplacement et de présence de l'équipe du titulaire ainsi que la rédaction des comptes rendus ou des livrables décrits à l'article 3 sont inclus dans les prix du marché.

**Phase 1** : des réunions de travail (point d'avancement du projet, arbitrages, suivi des difficultés) seront organisées tout au long de cette phase à la demande des parties (à distance ou in situ) et sont incluses dans le prix global et forfaitaire.

**NB** : prévoir au minimum dix (10) réunions.

**Phase 2** : Des réunions de travail (point d'avancement du projet, arbitrages, suivi des difficultés) seront organisées tout au long de cette phase à la demande des parties (à distance ou in situ) et sont incluses dans le prix global et forfaitaire.

**NB** : prévoir au minimum une réunion mensuelle au musée du Louvre.

## ARTICLE 5 - ORGANISATION ET SUIVI DE PROJET

### 5.1 Représentants des parties

#### 5.1.1 Représentant du musée du Louvre

Le pilotage des missions faisant l'objet de la présente consultation sera assuré par la DIRECTION DE LA MÉDIATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES PUBLICS (DMDP), qui rendra compte à la Direction générale du musée du Louvre et assurera la coordination avec les autres directions concernées.

Au sein de la DMDP, le Service de la médiation graphique et numérique sera l'interlocuteur opérationnel du titulaire.

Les contacts privilégiés sont les suivants :

- Le ou la chef(fe) du service de la médiation graphique et numérique - Direction de la Médiation et du développement des publics.
- Le ou la chargé(e) de projet médiation culturelle (parcours arts de l'Islam) service de la médiation graphique et numérique - Direction de la Médiation et du développement des publics.

- Le ou la chargé(e) de projet médiation culturelle (parcours romain et arts de Byzance et des chrétientés en Orient) service de la médiation graphique et numérique - Direction de la Médiation et du développement des publics.

### **5.1.2 Représentant du titulaire**

L'équipe du titulaire est adaptée à la nature, aux conditions et aux objectifs particuliers des missions qu'il assure aux différentes étapes de leur élaboration et mise en œuvre.

Le titulaire a l'obligation de maintenir les moyens humains nécessaires à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché. Il s'engage, en outre, si cela s'avère nécessaire pour mener à bien ces missions, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

Le titulaire désigne à la notification du marché, la ou les personne(s) habilitée(s) à le représenter auprès du musée du Louvre. Il communique les coordonnées du ou des représentants à l'EPML dans un délai de cinq (5) jours ouvrés après la notification.

Si, en cours d'exécution, la ou les personne(s) désignée(s) dans l'offre venai(en)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation :

- D'en aviser immédiatement le représentant du musée du Louvre ;
- De lui communiquer dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'avis d'information fait au représentant du pouvoir adjudicateur le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s) ;
- De prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des missions qui lui sont confiées ne s'en trouve pas compromise.

En cours d'exécution du marché, le musée du Louvre se réserve le droit de récuser le(s) ou les remplaçant(s) présentés dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception des informations concernant le(s) remplaçant(s).

De manière plus générale, le musée du Louvre se réserve le droit de récuser le(s) interlocuteur(s) représentant le titulaire à tout moment. Le titulaire proposera alors un ou des remplaçant(s) dans les conditions susmentionnées.

## **5.2 Obligation de conseil**

---

Les membres de l'équipe du titulaire, et en particulier son représentant auprès de l'EPML, sont tenus à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission pour leur exécution dans les règles de l'art. Chaque membre de l'équipe est tenu d'attirer l'attention du pouvoir adjudicateur sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

## **5.3 Obligation d'information**

---

Le titulaire s'oblige à informer sans délai l'EPML de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou à compromettre le déroulement du marché.

De plus, le titulaire s'engage à alerter l'EPML sur les imprécisions ou les incohérences contenues dans les documents de travail qu'il lui remet.

## **5.4 Obligations de réserve, de discrétion et de confidentialité**

---

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations transmises par le musée du Louvre pour bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché à d'autres fins que celles définies par le marché.

Le titulaire et les membres de son équipe sont tenus au secret professionnel et à une obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient

connaissance au cours de l'exécution du marché. Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du représentant du pouvoir adjudicateur. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable du représentant du pouvoir adjudicateur, est interdite.

Le non-respect de ces dispositions entraîne, l'application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI relatif aux modalités de résiliation, conformément à l'article 15 du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution du marché.

## ARTICLE 6 - PÉNALITÉS

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI

Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation ayant donné lieu à l'application d'une pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service conforme aux exigences indiquées dans le présent CCP.

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-PI ne sont pas applicables au présent marché.

Toutes ces pénalités sont cumulables. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération. Le montant de ces pénalités est déduit par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

### 6.1 Pénalités pour retard

Une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard pourra être appliquée au titulaire, sans mise en demeure préalable, pour tout retard lorsque le délai contractuel de remise des livrables est dépassé (sur la base du calendrier prévisionnel puis du calendrier définitif décidé d'un commun accord) et hors cas de pénalités spécifiques de retard telles que fixées à l'article 6.2 suivant.

### 6.2 Pénalités spécifiques

Dans l'éventualité où le titulaire du marché n'accomplirait pas l'intégralité des engagements pris au moment de la signature du marché, des pénalités spécifiques lui seront appliquées :

Objet	Pénalité associée
Retard dans la désignation du ou des représentants du titulaire, interlocuteurs de l'EPML (remplaçant ou autres) et/ou dans la communication de sa ou leur qualité et de ses ou leurs justificatifs de compétence	Pénalité forfaitaire de 75 € par jour ouvré de retard
Annulation tardive à l'initiative du titulaire et non justifiée (à savoir, moins de trois (3) jours ouvrés avant la réunion) d'une réunion prévue, ou absence injustifiée de celui-ci	Pénalité forfaitaire de 100 €

### **6.3 Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise**

---

Le titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou le formulaire NOTI 2 disponible à l'adresse suivante : <http://minefe.gouv.fr> ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Conformément à l'article D. 8222-8 du Code du travail, les documents et attestations énumérés à l'article D. 8222-7 du même code sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire de déposer les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sur une plateforme en ligne, mise à disposition par le pouvoir adjudicateur et gérée par une société tierce.

Il est rappelé qu'en application de l'article L.8222-6 du Code du travail, à défaut de la fourniture de ces documents, le titulaire encoure une pénalité de 10 € par jour de retard dans la limite des amendes prévues par les articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail et de 10% du montant du HT marché.

Si, dans le cadre du dispositif prévu par l'article L.8222-6 du Code du travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, dans les délais impartis, les pénalités prévues pourront lui être appliquées ou le marché pourra être résilié, sans indemnité, à ses frais et risques.

## **ARTICLE 7 - CONSTATATION DE L'EXECUTION**

Au fur et à mesure du déroulement de sa mission, le titulaire adressera au représentant du pouvoir adjudicateur les documents prévus au présent contrat.

Ceux-ci seront remis :

- ✓ sous forme dématérialisée (au format le plus adapté : Word, Excel...) et/ ou
- ✓ en 1 exemplaire papier reproductible à la demande du musée du Louvre.

Le musée du Louvre se réserve tout droit de reproduction des documents qui lui seront remis par le titulaire dans le cadre du présent marché.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet, d'un délai de deux mois à compter de la date de l'accusé de réception de la remise du ou des livrable(s).

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme validée, avec effet à compter de l'expiration du délai (acceptation tacite).

En cas de refus ou de demande de modification, le titulaire s'engage à présenter à la validation du représentant du pouvoir adjudicateur un nouveau projet ou un projet modifié, sans supplément de prix. Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose alors, pour donner son avis, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-PI, la décision d'ajournement précisera le délai de reprise des livrables.

Lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que des prestations exécutées dans le cadre du présent marché ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Lorsque la personne chargée de la conduite du marché estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel.

Les décisions de réfaction ou de rejet feront l'objet d'une communication au titulaire qui sera convoqué et invité à présenter ses explications en vue d'une modification, du retrait ou du maintien de la décision de réfaction ou de rejet.

## ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le présent article déroge aux articles 32 à 35 du CCAG-PI. Le régime des droits de propriété intellectuelle des résultats est régi par les dispositions qui suivent.

Le titulaire cède, à titre exclusif, à l'EPML, les droits de propriété intellectuelle attachés à l'ensemble des documents réalisés par lui (ou mises à jour/adaptations de documents) dans le cadre du présent marché (ci-après « livrables » ou « livrable », s'entendant pour l'ensemble des documents ou certains d'entre eux voire un seul pris isolément).

### 8.1 Droits cédés

La présente cession de droits comprend le droit de reproduction, de représentation et d'adaptation des livrables sur tous supports et par tous vecteurs, modes et procédés connus et inconnus à ce jour, notamment l'exploitation directe ou dérivée, adaptations et formats, par voie d'imprimerie, optique, magnétique, électronique, électromagnétique, sur papier, film, cassette, vidéodisque, disque optique numérique (dont notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-Rom, HDVD, Blu-Ray), ou tout autre support actuel ou futur à des fins de reproduction, fabrication, diffusion, télédiffusion, usage privé et de tous droits qu'implique l'exercice des droits cédés.

Le titulaire cède à l'EPML, à titre exclusif, pour les exploitations des livrables visées à l'article 8.2 ci-après, les droits patrimoniaux d'auteur et droits voisins suivants afférents aux livrables :

a) Le **droit de reproduction**, qui s'entend, conformément à l'article L122-3 du Code de la propriété intellectuelle, comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement tout ou partie des livrables par tous procédés qui permettent de les archiver ou de les communiquer au public, sur tous supports magnétiques, optiques, numériques ou électroniques, notamment DVD-ROM, CD-ROM, cartes mémoires, disques durs, téléphones mobiles, lecteurs numériques, serveurs, ainsi que sur les espaces de stockage de réseaux numériques, notamment internet et intranet, par enregistrement, numérisation ou tout autre procédé analogue, existant ou à venir, notamment le droit de numériser les livrables, de les mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser, décompresser ou utiliser tous les autres procédés techniques de même nature à l'égard des livrables numérisés pour les besoins de son stockage, son transfert, son traitement informatique, son adaptation et/ou son exploitation.

b) Le **droit de représentation**, qui s'entend, conformément à l'article L122-2 du Code de la propriété intellectuelle, comme le droit de communiquer tout ou partie des livrables par tout procédé actuel ou futur de communication au public, notamment :

- par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, graphiques ou numériques ;
- par voie de présentation, diffusion par tous procédés, notamment numérique (télédiffusion par voie hertzienne (numérique ou analogique, cryptée ou non, payante ou non) ou terrestre, satellite, fil, câble, télématique, par réseau numérique, intranet, extranet, internet, WAP ou tout autre système destiné aux téléphones mobiles et assistants personnels, ADSL, VOD et, plus généralement, tout service électronique distant en ligne ou hertzien, etc.) et transmission et télétransmission dans un lieu public ou privé, par un système télématique interactif et par tout procédé analogue, actuel ou futur ;
- dans toutes salles réunissant du public, payant ou non, notamment dans les salles d'exposition ;
- par présentation publique ou projection publique.

c) Le **droit d'adaptation**, qui s'entend, conformément à l'article L122-4 du Code de la propriété intellectuelle, comme la possibilité de modifier, arranger, traduire tout ou partie des livrables et/ou de les intégrer au sein d'autres œuvres, notamment intégrer les livrables au sein des livrables, et également sous la forme d'éléments d'une œuvre de collaboration, d'une œuvre collective, d'une œuvre composite, ou d'une œuvre multimédia, notamment :

- le droit d'effectuer la reproduction, la représentation et la publication par extraits des livrables, par les modes et procédés prévus aux paragraphes ci-dessus ;
- le droit d'assembler et d'intégrer les livrables, ou tout élément les composant pris isolément, dans toute autre œuvre ou tout autre document, par tout moyen et selon tout procédé technique ou artistique existant ou à venir ;
- le droit de modifier, faire évoluer, et décliner les livrables, ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément, notamment sous toute forme, couleur, proportion ;
- le droit d'éditer tout service électronique, reproduisant, représentant ou incorporant les livrables, ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément ;
- le droit de modifier, reformater, extraire, incorporer les livrables, ou tout élément des livrables.

Plus généralement, le droit d'adaptation comprend le droit d'adapter tout ou partie des livrables, les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité ou un marché particulier, sous quelque forme que ce soit. La cession comprend le droit de traduire ou faire traduire, en toutes langues et en tous pays, tout ou partie des livrables et de leurs adaptations visées ci-dessus.

À titre purement illustratif, et sans que cela ne puisse s'interpréter ou constituer une limitation expresse ou tacite des droits cédés définis ci-dessus, il est entendu que l'EPML peut exploiter les livrables, d'une part, pour les besoins du présent marché ou de futurs autres marchés et, d'autre part, aux fins de toutes actions de communication et/ou d'information interne et institutionnelle comme externe, afférentes à la réalisation de ses missions statutaires.

## 8.2 Exploitations

---

Les droits visés à l'article 8.1 ci-avant sont cédés à l'EPML, à titre exclusif, pour toutes les exploitations institutionnelles suivantes de l'EPML :

- l'archivage de tout ou partie des livrables par l'EPML ;
- la publication de tout ou partie des livrables dans les programmes destinés au public et les dossiers, brochures, dépliants, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'EPML ;
- la publication de tout ou partie des livrables sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'EPML ;
- l'utilisation de tout ou partie des livrables dans la communication institutionnelle interne ou externe de l'EPML, notamment dans les programmes destinés au public, cartes de tous formats et sur tous supports, revues, dossiers de presse, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, publications des nouvelles acquisitions, articles de presse écrite ou télédiffusée ainsi que toute autre utilisation non commerciale d'information et de communication organisée ou co-organisée par l'EPML ;
- l'utilisation de tout ou partie des livrables pour les besoins muséographiques de l'EPML, notamment sur les bornes multimédia, les cimaises, les panneaux signalétiques et les notices descriptives des œuvres et contenus des salles, des expositions et/ou des collections de l'EPML, dans les dossiers et documents pédagogiques, les parcours de médiation, les bornes et dispositifs multimédia mis à la disposition du public, ainsi que l'utilisation de tout ou partie des livrables dans les espaces du musée du Louvre, lors d'expositions organisées ou co-organisées par l'EPML, et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- la mise en ligne à titre gratuit de tout ou partie des livrables sur le réseau intranet et les sites internet et/ou réseaux sociaux édités ou coédités par l'EPML, notamment le site internet

« [www.louvre.fr](http://www.louvre.fr) », ainsi que sur les pages, profils et chaînes de l'EPML sur tous sites internet participatifs et « réseaux sociaux » tels que Facebook, Twitter, Instagram, Pinterest, YouTube ou tout autre service en ligne équivalent ;

- la mise à disposition à titre gratuit de tout ou partie des livrables sur le réseau internet par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour, notamment par téléchargement, diffusion en « streaming » ou « podcasting » sur le site internet « <http://www.louvre.fr> » ou tout autre site internet édité ou coédité par l'EPML ;
- l'insertion de tout ou partie des livrables au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia destinés aux outils de médiation, notamment dans les documents d'aide à la visite, les parcours de visite et de médiation, les bornes ou dispositifs multimédias et terminaux mobiles, les applications numériques à télécharger (pour tablette, liseuse, smartphone ou appareils équivalents) et dispositifs d'audioguidage utilisés dans les salles d'exposition et dans les espaces du musée du Louvre et mis à disposition du public à titre gratuit ;
- l'intégration de tout ou partie des livrables au sein de toute œuvre audiovisuelle, cinématographique, télévisuelle, film documentaire ou promotionnel produit ou coproduit par l'EPML, diffusé ou distribué au public à titre gratuit sous la forme de vidéogrammes, de diffusion ou projection publique ;
- la projection et l'utilisation de tout ou partie des livrables au sein des espaces du musée du Louvre dans le cadre d'événements, manifestations, conférences, séminaires, colloques, cours ou ateliers organisés ou co-organisés par l'EPML, et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- la mise en ligne de tout ou partie des livrables sur la plateforme internet dédiée à la publicité des procédures de passation des marchés publics de l'EPML, ainsi que la remise aux entreprises soumissionnant auxdites procédures de passation.

### **8.3 Étendue et territoire**

---

La présente cession de droits est accordée pour le monde entier et pour la durée légale de la protection des droits d'auteur afférents aux livrables telle que définie par le Code de la propriété intellectuelle, ainsi que par les conventions internationales, actuelles et futures, y compris les cas de prorogation ou extension éventuelle de cette durée.

La non-exploitation par l'EPML de l'un ou de plusieurs des droits cédés ne peut en aucun cas être une cause de résiliation du présent marché.

### **8.4 Droit moral**

---

Conformément à l'article L.121-1 du Code de la propriété intellectuelle, le titulaire jouit des prérogatives du droit moral attaché aux différents éléments des livrables protégeables au titre du droit d'auteur.

Le titulaire, au titre de ses prérogatives d'ordre moral, notamment du droit de divulgation, consent expressément aux exploitations des livrables visées ci-avant.

### **8.5 Cession à des tiers**

---

L'EPML peut utiliser les droits qui lui sont cédés par le présent marché comme bon lui semble, notamment en passant avec des tiers tous contrats utiles à l'exploitation des livrables. À titre purement illustratif, l'EPML est habilitée à accorder à ses partenaires publics ou privés, mécènes, y compris à des opérateurs commerciaux, le cas échéant par voie de cession, toute autorisation de reproduire et de représenter et d'exploiter les livrables à titre gratuit ou à titre onéreux, pour l'exercice et dans la limite des droits qui lui sont cédés, aux fins de mise en valeur des collections, des activités et de l'image de l'EPML.

## **8.6 Exploitations par le titulaire**

---

Le titulaire du marché s'engage à ne pas concéder de licence ou cession, à ne pas utiliser ni exploiter, de quelque manière que ce soit, les livrables.

## **8.7 Garanties**

---

Le titulaire déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits dont il dispose au profit de l'EPML aux termes des présentes. Il garantit expressément à l'EPML la libre jouissance des droits ainsi cédés contre tous troubles, revendications, ou évictions quelconques émanant d'un tiers quel qu'il soit.

En outre, le titulaire déclare et garantit :

- qu'il est le titulaire des droits d'auteur et droits voisins cédés par le présent marché et qu'il a plein pouvoir et qualité pour céder les droits attachés aux livrables et à l'ensemble de leurs éléments constitutifs ;
- qu'il est libre d'accepter et d'exécuter les présentes et que, ce faisant, il ne viole ni ne préjudicie au quelconque droit d'un tiers ;
- que les livrables ne contiennent aucun emprunt à une œuvre de l'esprit, emprunt qui serait de nature à engager la responsabilité de l'EPML ou que, le cas échéant, le titulaire a obtenu les autorisations écrites et s'est acquitté des redevances rendant possible cet emprunt, que ce soit notamment au titre du droit d'auteur, des droits voisins et du droit à l'image des personnes ;
- que les livrables sont exempts de tout élément diffamatoire ou injurieux, illicite, contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, attentatoire à la vie privée ou contrefaisant ;
- qu'il est dûment habilité à signer les présentes, au nom et pour le compte de chacun des auteurs, interprètes ou contributeurs des différents éléments des livrables et à les engager valablement, et qu'il a ainsi notamment plein pouvoir et qualité pour accorder les droits cédés ;
- qu'il n'a fait et ne fera aucun acte susceptible de compromettre la présente cession ou d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par l'EPML des droits qui lui sont consentis au titre des présentes.

Dans l'hypothèse où l'EPML serait saisi de revendications de tiers, ou serait victime de tous troubles dans la jouissance des prestations objet du présent marché, relatif à la propriété intellectuelle des livrables, le titulaire, sans préjudice des sanctions encourues, doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser ces revendications et/ou troubles.

Le titulaire s'engage ainsi à faire son affaire personnelle de toute réclamation et/ou procédure formulée contre l'EPML et qui se rattacherait directement ou indirectement aux livrables.

## **8.8 Le prix de la cession de droits est compris dans les prix du marché**

---

Le prix de la présente cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables est compris dans les prix de la DPGF du présent marché. En effet, la rémunération du titulaire au titre des prestations, objet du présent marché, inclut la rémunération de la cession de l'ensemble des droits d'auteur et droits voisins, et autre droit de propriété intellectuelle, du titulaire sur les livrables, cette cession intervenant pour un montant forfaitaire étant donné le caractère accessoire de ces livrables aux prestations objet du marché.

## **ARTICLE 9 - CONTENU ET FORME DES PRIX**

### **9.1 Contenu des prix**

---

Les prestations du marché sont traitées à prix global et forfaitaire, sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire et selon les modalités prévues à l'article 10.1 du présent CCP.

Les prestations sont décomposées en phases comme suit :

Références	Désignation des prestations forfaitaires
<b>Phase 1</b> Mise-à-jour des besoins ; rédaction des pièces techniques et financières nécessaires au lancement des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible pour les trois parcours ; analyse des offres	<b>Phase 1.a</b> - Relative aux dispositifs de médiation accessible à produire pour le printemps 2027 Le paiement s'effectue à la fin de la phase 1.a.
	<b>Phase 1.b</b> - Relative aux dispositifs de médiation accessible à produire pour la fin d'année 2028 <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1.b.1 : mise à jour des besoins (fiches détaillées des dispositifs ; chiffrage de la conception et de la production des dispositifs ; calendrier de conception et de réalisation des dispositifs ; synthèse du <i>sourcing</i>) ;</li> <li>- 1.b.2 : rédaction des pièces techniques et financières du ou des marchés de conception et de production des dispositifs ;</li> <li>- 1.b.3 : analyse des offres.</li> </ul> Le paiement s'effectue à la fin de chaque étape.
<b>Phase 2</b> Suivi d'exécution des marchés de conception et de production des dispositifs de médiation accessible pour les trois parcours	<b>Phase 2.a</b> - Relative aux dispositifs de médiation accessible à produire pour le printemps 2027 Le paiement s'effectue selon un règlement trimestriel échu qui correspond au pourcentage d'avancement de la mission. Le solde est versé à la réception de toute la phase.
	<b>Phase 2.b</b> - Relative aux dispositifs de médiation accessible à produire pour la fin d'année 2028 Le paiement s'effectue selon un règlement trimestriel échu qui correspond au pourcentage d'avancement de la mission. Le solde est versé à la réception de toute la phase.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations objet du marché, ainsi que, par complément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution de la prestation, notamment les éventuels déplacements du titulaire ou de ses représentants, ou toutes les fournitures, les livrables, matériels et matériaux, logiciels, honoraires, frais de livraison, restitution, réunions, cession de droits, toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission qui sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

Cette liste n'est pas exhaustive ni limitative.

Le prix est réputé établi sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre. Celui-ci reconnaissant avoir notamment vérifié les indications portées dans les documents du marché, voire demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

## 9.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes mais actualisables.

Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de signature de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « Mo » (mois de remise des offres (date limite de remise des offres) ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation).

Ils seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, en retenant la valeur de l'indice au mois antérieur de trois mois au mois « Mr » de début d'exécution des prestations.

Par la suite, les prix ainsi actualisés restent fermes pendant toute la durée d'exécution des prestations et constituent le prix de règlement.

L'actualisation est effectuée par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (\text{SYNTECr-3} / \text{SYNTECo})$$

Formule dans laquelle :

- P = Nouveau prix actualisé
- P<sub>0</sub> = Prix initial
- SYNTECr-3 = indice SYNTEC antérieur de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.
- SYNTECo = indice SYNTEC connu au mois d'établissement des prix Mo.

Ces indices sont consultables sur le site Internet du Moniteur à l'adresse suivante :

<http://www.lemoniteur.fr/>

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- Par excès lorsque la 4<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 5 et 9 ;

## ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT

### 10.1 Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de demande de paiement calculé à partir du prix global et forfaitaire figurant dans la DPGF **à la fin de chacune des étapes indiquées et après validation définitive des livrables correspondants**. Aussi cela se traduit selon la périodicité décrite ci-dessous :

Etapes	Période de règlement
Phase 1.a	Fin phase 1.a
Phase 1.b	Fin étape 1.b.1
	Fin étape 1.b.2
	Fin étape 1.b.3
Phase 2.a et 2.b	Trimestrielle à terme échu au prorata de l'avancement des prestations. Le solde sera versé à la réception du dernier livrable correspondant à la fin de la phase

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif. Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire indiqué dans l'acte d'engagement ou, le cas échéant, à l'acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire adressera une demande d'acompte au musée du Louvre, portant les mentions suivantes :

- ✓ la référence du marché,
- ✓ la date,
- ✓ le nom et l'adresse du prestataire,
- ✓ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement ou sur l'acte de sous-traitance,
- ✓ l'état d'avancement détaillé selon la DPGF et les montants qui en découlent,
- ✓ le montant H.T. restant à régler,
- ✓ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ✓ le montant T.T.C. à régler.

Le cas échéant, cette demande d'acompte sera accompagnée des factures du/des sous-traitant(s) revêtues du bon pour accord.

L'EPML se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Après vérification et déduction faite, le cas échéant, des réfections et pénalités prévues au présent CCP, le règlement interviendra selon les délais de paiements mentionnés ci-dessous.

## **10.2 Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance**

---

### **10.2.1 Dispositions relatives à la cotraitance**

Les groupements solidaires ou conjoints sont autorisés.

Le marché pourra être attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises, étant entendu que le groupement doit être constitué dès le stade de la candidature.

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, les entreprises ne pourront se présenter à la fois en tant que candidats individuels et membres d'un groupement; une entreprise ne pourra se présenter en tant que mandataire de plus d'un groupement.

En application de l'article R.2142-3 du code de la commande publique, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

### **10.2.2 Dispositions relatives aux sous-traitants**

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

### **10.3 Envoi des demandes de paiement**

---

Les paiements seront effectués, selon les dispositions prévues à l'article 11 du CCAG-PI et précisées ci-dessous, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les factures devront être déposées sur <https://chorus-pro.gouv.fr>. L'utilisation de ce portail est obligatoire pour transmettre les factures adressées au musée du Louvre.

Lors du dépôt des factures, le titulaire devra obligatoirement renseigner le numéro d'engagement et le code service figurant sur le bon de commande ou transmis au préalable par l'interlocuteur opérationnel du titulaire au musée du Louvre.

Il est rappelé que les factures qui ne seront pas transmises via le portail CHORUS PRO seront rejetées.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, il est possible de se rendre sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>.

Cela permet au titulaire de retrouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui convient le mieux à son organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est accessible à l'adresse suivante <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>, ainsi que des tutoriels sur la chaîne YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

En cas de paiement séparé, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de groupement d'entreprises demandant des paiements séparés, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire doit en avertir l'EPML dans un délai de 15 jours suivant la modification.

### **10.4 Délais de paiement**

---

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-10 dudit code, le règlement des prestations intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R.2192-27 et suivants du Code de la commande publique.

## ARTICLE 11 - T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

## ARTICLE 12 - AVANCE

L'option B de l'article 11.1. du CCAG-PI est applicable.

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions et selon les modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique, sauf refus exprès de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement (en son article 10-2).

Le taux de l'avance est fixé à 5%. Néanmoins, conformément à l'article R. 2191-7 du même code, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de l'avance est effectué conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, l'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

## ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE

Le présent marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

## ARTICLE 14 - CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 25 du CCAG/PI, il est prévu les clauses de réexamen suivantes :

En cas de **modifications** énumérées ci-après, le Titulaire sera avisé par ordre de service avec respect d'un délai de préavis de 15 jours.

Les modifications seront par la suite entérinées par voie d'avenant.

### 14.1. En cas de modifications du programme de médiation

**En cas d'évolution ou de modifications du programme de médiation, des modifications du marché pourront être apportées.**

Dans le cadre d'une augmentation ou d'une diminution du volume des prestations forfaitaires, il sera procédé à la conclusion d'un avenant, conformément à l'article L.2194-1 1° du Code de la commande publique. Dans ce cas, les quantités seront modifiées sur la base des pièces contractuelles du marché et en particulier des prix de la DPGF.

Ces modifications peuvent notamment intervenir dans les cas suivants :

- Ajout, suppression ou évolution de dispositifs

#### **14.2. En cas d'ajout d'un plan de progrès**

---

Les parties pourront s'entendre aux fins d'introduction d'un plan de progrès destiné à améliorer les performances de la prestation tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire, en tant qu'expert et dans le cadre de son obligation générale d'information et de conseil, devra être en mesure, sur sollicitation de l'EPML, de faire des propositions et présenter des solutions quant aux aménagements de toute nature (moyens humains, évolution du matériel, produits, évolution des process et procédures) afin d'optimiser la qualité de la prestation et pour parvenir à une plus grande efficacité de la prestation globale.

De même, il veillera à la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Le cas échéant, le plan de progrès, validé conjointement par l'EPML et le titulaire, sera contractualisé dans le cadre d'un avenant au présent marché.

#### **14.3. En cas de circonstances imprévues**

---

**Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :**

- ✓ des conditions financières du présent marché, et/ou
- ✓ des conditions d'exécution du marché, et/ou
- ✓ de la durée du marché,

et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

### **ARTICLE 15 - PRESTATIONS SIMILAIRES**

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le musée du Louvre se réserve la possibilité de passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

### **ARTICLE 16 - ASSURANCE ET RESPONSABILITE**

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur admission dans les locaux de l'administration. En aucun cas, le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le titulaire justifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle concernant l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché. Il doit avoir souscrit et s'engage à maintenir en vigueur un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, dont il produira l'attestation dans les conditions définies à l'article 9 du CCAG-PI.

La police d'assurance couvre :

- le recours de tiers contre l'Etablissement public du musée du Louvre ;
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des

prestations (à l'égard des tiers, de l'EPML, de tout organisme auprès duquel le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites.

## **ARTICLE 17 - RESILIATION**

### **17.1 Arrêt de l'exécution des prestations**

---

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques définies aux articles 1.1 et 2 du présent CCP, et lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des prestations. Le marché subséquent correspondant est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision. Conformément aux articles 22 et 38.3 du CCAG-PI, ladite résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Les phases de mission accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnité au titulaire

### **17.2 Règlement amiable des différends**

---

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable.

### **17.3 Résiliation du marché**

---

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

### **17.4 Tribunal compétent en cas de litige**

---

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Le tribunal administratif de Paris est seul compétent en cas de litige relatif à l'application du présent marché.

## **ARTICLE 18 - LITIGES ET COMPETENCE DES TRIBUNAUX**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

En cas de litige opposant le titulaire à l'EPML, le passage devant le Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) est privilégié. A défaut de parvenir à un règlement amiable, le litige est porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

## ARTICLE 19 - DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 1.2.1	Articles 4.2.1 et 4.2.2
Article 6	Articles 14 et 14.1.3
Article 7	Article 29.2
Article 8	Article 32 à 35